

# Lutte de classe

## Coup d'État contre le droits du travail

Coup d'État contre le droits du travail : de Villepin a dégainé le 49-3 : *"En application de l'article 49, alinéa 3, après délibération du conseil des ministres, j'ai l'honneur d'engager la responsabilité, je dis bien la responsabilité, du gouvernement, sur le vote de l'ensemble du projet de loi pour l'égalité des chances"*.

Le gouvernement se sent encore plus fort après l'échec prévisible du 7 février, une nouvelle journée d'action sans appel à la grève, à la grève générale jusqu'à satisfaction.

Alors que les travailleurs ont témoigné à plusieurs reprises qu'ils étaient prêts au combat, notamment le 29 mai 2005, l'ensemble des dirigeants des syndicats et des partis se réclamant de la classe ouvrière font barrage pour empêcher la mobilisation générale du prolétariat de se réaliser et de se focaliser contre le gouvernement.

Quand de Villepin lance *"Il y a une exigence, une ambition qui nous dépasse tous, c'est le service de chacun des Français"*, il faut lire : *"Il y a une exigence, une ambition qui nous dépasse tous, c'est le service des multinationales et du capitalisme international"*.

De Villepin peut fait preuve sans la moindre retenue d'arrogance et de cynisme, et s'il se sent encouragé à aller encore plus vite et plus loin, c'est bien grâce à l'attitude servile et complice des appareils du mouvement ouvrier. Qu'on en juge.

Alors qu'à 2 h 35, dans la nuit de mercredi à jeudi 9 février, le contrat première embauche (CPE) était adopté à l'Assemblée nationale, par 51 voix contre 23, devinez qui a osé dire *"Le vote de cette nuit n'a strictement aucune importance"* ? : Le stalinien Bernard Thibault !

Le secrétaire général de la CGT a tenu à justifier ces propos dans le même article du *Monde* du 9 février, en expliquant cyniquement *"Ce qui fera revenir le gouvernement en arrière, ce n'est pas le débat parlementaire, c'est la mobilisation"*, faisant tout d'un autre côté pour empêcher qu'elle soit massive et qu'elle force le gouvernement à reculer, multipliant les journées d'actions, refusant d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait du CNE et du CPE.

FO n'est pas en reste. *Le Monde* rapporte que *"Mardi, déjà, les dirigeants syndicaux se faisaient peu d'illusions sur l'issue du débat parlementaire. Jean-Claude Mailly (FO) avait ainsi rappelé que le contrat d'insertion professionnelle, le "SMIC jeunes" d'Edouard Balladur, avait été abandonné, en 1994, après son adoption."*, alors, à quoi bon s'en faire ? Cela se voit que Mailly n'a pas besoin de bosser pour essayer de survivre !

Pour sa part, François Chérèque (CFDT), a déclaré dans le même registre *"De toute façon, on savait qu'il y aurait une décision soit dans la nuit, soit par le 49.3."*, alors à quoi bon faire semblant de s'opposer au gouvernement, surtout quand on n'en a jamais eu l'intention !

Il n'est pas exagéré de dire qu'il existe un véritable complot organisé par les dirigeants des syndicats et des partis soi-disant ouvriers contre les travailleurs et les jeunes de ce pays.

Les partis et les syndicats se distribuent les rôles et les postes, en espérant bien que le rapport de force actuel, favorable aux patrons, du point de vue institutionnel, ne se modifiera pas dans l'avenir ; ils ont tout misé sur la pérennité du système économique capitalisme, sur le réformisme, car c'est lui qui assure leurs prébendes et qui permet de satisfaire leurs médiocres intérêts personnels, au mépris de leur mandat.

Les dirigeants réformistes et staliniens des syndicats sont les fossoyeurs de la lutte des classes, ils tiennent la main de nos bourreaux pour ne pas qu'elle bouge quand ils nous frappent.

Si l'indépendance et l'existence des organisations ouvrières est aujourd'hui menacée, c'est bien de l'intérieur en premier lieu.

Jean-Louis Borloo mardi soir au Parlement pouvait en témoigner involontairement : *"Je comprends votre désarroi, a-t-il lancé aux députés du PS et du PCF. Je comprends que ça ne rentre pas dans votre champ de compréhension. Rassurez-vous. Il y aura toujours vos CDD adorés ! Il y aura toujours votre intérim adoré ! Et il y aura toujours vos stages adorés ! Mais il y aura en plus le CPE !"*, autant de contrats précaires initiés par le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir à la plus grande satisfaction du patronat.

Tout cela a de quoi donner des ailes à la présidente du Medef, Laurence Parisot qui dès mardi exprimait *"un certain nombre de réserves"* intentionnelles, estimant qu'il n'est *"jamais bon de traiter les jeunes comme une catégorie à part"*, sous-entendant qu'elle encourageait le gouvernement à aller encore plus loin, jusqu'à la liquidation pure et simple du CDI et du Code du travail.

Au fait, le Premier ministre aurait-il pu lancer à la tribune de l'Assemblée nationale *"Voilà ce que veut notre majorité. Voilà ce qu'attend la France"*, en parlant du CPE, si les dirigeants des syndicats et des partis soi-disant ouvriers avaient appelé à la grève générale pour imposer le respect du résultat du référendum du 29 mai 2005, au cours duquel la politique du gouvernement avait été massivement rejetée par la majorité des travailleurs?

Rappelons que Chirac et son gouvernement, leur parlement sont minoritaires et illégitimes depuis le 29 mai 2005, voilà ce que les dirigeants du PS et du PCF passe sous silence, et ils ne sont pas les seuls, puisque même le PT s'emploie à camoufler cette réalité.

Pour notre part, nous avons expliqué la semaine dernière que nous soutenions les manifestations du 7 février sur un mot d'ordre clair : grève générale jusqu'au retrait du CNE et du CPE, parce que ces manifestations étaient appelées par l'ensemble des syndicats à l'exception de la CGC, et qu'elles étaient soutenues notamment par le PS, le PCF, la LCR, LO. Nous avons hésiter à soutenir cette initiative, mais dans le contexte actuel, nous avons pensé que c'était une occasion pour populariser le mot d'ordre de grève générale.

Tout ce beau monde de Villepin, Hollande, Buffet, Thibault, Mailly, Chérèque, etc., s'entend comme larrons en foire!

Les dirigeants des syndicats et des partis politiques se réclamant du mouvement ouvrier préparent déjà de nouvelles journées d'action dont le seul objectif est de permettre au gouvernement de faire passer toutes ses lois scélérates.

Un collectif hétéroclite regroupant une quinzaine d'organisations d'étudiants et de lycéens a déjà décidé d'organiser une nouvelle journée d'action le 13, puis le 14, une autre le 16 février, Maryse Dumas pour la CGT a expliqué que le principe d'une *"nouvelle journée d'action unitaire"* était acquis, de son côté la CFDT table sur une journée d'action fin février ou début mars, la FSU parle d'*"après les vacances scolaires"*, tandis que FO s'est déclaré plutôt favorable à un appel à la grève en mars. Bref tous ces bureaucrates font tout ce qu'ils peuvent pour diviser et persuader les jeunes et les travailleurs qu'il n'est pas possible de vaincre le gouvernement, pire, ils veulent leur faire porter la responsabilité de l'échec de la mobilisation contre le CPE, en prétendant que les travailleurs et les jeunes ne seraient pas suffisamment motivés pour livrer ce combat.

Pendant ce temps là, mercredi, les étudiants de l'université de Rennes 2 montraient la voie en votant la poursuite de leur mouvement de grève et de blocage du campus de Villejean, en appelant les autres universités à les rejoindre dans la grève.

Pour vaincre Chirac - de Villepin, y a-t-il une autre voie que la grève générale jusqu'au retrait du CNE et du CPE, dans l'unité des organisations et des partis se réclamant des travailleurs et de la jeunesse ?

Constatant qu'une nouvelles fois l'ensemble des appareils du mouvement ouvrier fait barrage pour empêcher les travailleurs et jeunes de se mobiliser sur leurs revendications, il n'y a pas d'autre solution que de constituer des comités d'étudiants dans chaque université, des comités de lycéens dans chaque lycée, des comités de résistance populaire dans chaque quartier, localité, intégrant la population frappée par les contre-réformes du gouvernement, associant, quand cela est possible, des élus, des syndicalistes, afin d'imposer aux directions traîtres du mouvement ouvrier la grève générale jusqu'à satisfaction, la fin de ce régime honni par les masses.

**A bas le gouvernement Chirac – de Villepin !**

**A bas le parlement au service du capital !**

**Travailleurs, étudiants, lycéens même combat !**

**Grève générale jusqu'au retrait du CNE et du CPE !**